



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Revue de Presse Du 04-08 Janvier2016

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

Sommaire

- **Connectivité Numerique.....3**
- **Connectivité Internet : Troisième câble optique: MT en retrait.**
- **Veille Sanitaire.....7**
- **Epidémie : peste à Madagascar : Sécurité renforcée à Maurice**
- **Madagascar : Un bilan plus alarmant sur l'épidémie de peste**
- **Pêche10**
- **Hopeful fishermen look to 'magic' gadget to fish in deep sea**
- **Sécurité alimentaire.....12**
- **Vers un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Indianocéanie**
- **Environnement Marin.....14**
- **Maurice: disparition d'un navire transportant des déchets toxiques**

CONNECTIVITÉ INTERNET

Troisième câble optique : MT en retrait

Doper la vitesse de la connexion Internet mais aussi en finir avec la mainmise de MT en matière de bande passante. Ce sont là quelques avantages d'une connexion à un troisième câble optique projeté par l'État.

par Florian LEPOIGNEUR

L'OBJECTIF : vendre de la bande passante sans que les compagnies ne soient dépendantes de l'opérateur Mauritius Telecom (MT). Pour ce faire, l'État compte sur son projet de troisième câble sous-marin de fibre optique. Projet qui est en bonne voie avec un premier rapport d'un Steering Committee déposé.

Déjà, le gouvernement compte mettre sur pied une compagnie pour gérer l'allocation de la bande passante. L'État sera l'actionnaire majoritaire et des soumissionnaires pourront intégrer l'actionnariat grâce à leur participation au capital.

Ce réseau indépendant sera un moyen de rester en contact avec le monde entier, même si les câbles SAFE et LION, auxquels le pays est connecté, sont en panne ou tournent au ralenti. L'objectif est également de pouvoir offrir 100 Megabits par seconde (Mbps) d'ici cinq ans, soit une connectivité attrayante pour le secteur TIC-BPO. Et c'est ce secteur qui devrait alors doper la croissance avec pas moins de 15 000 emplois créés.

Sept soumissionnaires ont déjà répondu à l'appel à manifestation d'intérêt. Parmi : la Commission de l'Océan Indien (COI), l'Union européenne, des sociétés des pays de la région et aussi des acteurs locaux. Le coût du projet est estimé à environ Rs 3,3 milliards.



Les différentes options de connexion qui s'offrent à l'État pour le raccordement au réseau international via un troisième câble optique.

Ce câble sous-marin devra relier Rodrigues et à Madagascar comme point d'ancrage.

entre Grand-Baie et Terre-Rouge. Ces deux sites sont bien situés, car le câble sous-marin de fibre optique ne va pas buter sur les récifs coralliens et devra être déployé sur 2 000 kilomètres avant d'être connecté à Madagascar.

Reste la question de *cross connexion*, c'est-à-dire où faire la connexion au réseau international. Ce point

le long du câble sous-marin de fibre optique qui a un accès vers l'Afrique, l'Europe et le continent américain. La capacité est de plusieurs terabits par seconde et la connexion se fera à environ 10 kilomètres de Madagascar.

Le câble EAssy, est, lui, une option avantageuse. Il se trouve au sud-ouest de Madagascar, à Tolone

Salam en Tanzanie qui sont des points d'ancrage de plusieurs projets de fibre optique. Mais, lors de l'appel à manifestation d'intérêt, des soumissionnaires ont fait ressortir, que Maurice aurait pu avoir une ouverture sur l'Afrique du Sud avec Cape Town comme point d'ancrage.

Ce troisième câble optique permettra également de nouveaux développements à Rodrigues. L'île pourra proposer de l'emploi dans le secteur des centres d'appels ou encore des Data Recovery Centers.

Rodrigues est reliée à Internet et à Maurice grâce au réseau satellite. Cette transmission est plus chère que la bande passante. 45 Mégabits par seconde (Mbps) sur 195 Mbps sont réservés pour

QUESTIONS À...

Sherry Singh, CEO de Mauritius Telecom

«MT favorable à l'arrivée du troisième câble sous-marin»

Mauritius Telecom a-t-il répondu à l'Expression of Interest du ministère des Technologies, de la communication et de l'innovation pour le troisième câble optique ?

Oui Mauritius Telecom (MT) a exprimé son intérêt pour le projet de troisième câble optique en tant qu'investisseur potentiel. Pour l'instant, le ministère étudie les différentes options pour concrétiser le projet.



L'achat de la bande passante. Êtes-vous d'accord avec ce discours ?

Avec la politique d'ouverture, n'importe quel opérateur peut acheter et vendre de la bande passante. Dans ce contexte, si les prix de MT étaient exorbitants, les autres opérateurs auraient sûrement proposé des tarifs plus compétitifs. Nous avons procédé à une baisse de 60 % en moyenne de nos prix l'année dernière pour le secteur TIC-BPO. C'était une de nos mesures phares en 2015.

MT n'est-elle pas désavouée car le gouvernement veut prendre la main cette fois ?

Plus de 95 % de la bande passante utilisée par Maurice est fournie par MT. Si nous n'avions pas investi massivement dans le câble SAFE et, subseqüemment dans les autres câbles, Maurice n'aurait pas eu la connectivité nécessaire pour le développement du pays.

MT accueille favorablement l'arrivée du troisième câble sous-marin pour plusieurs raisons. Premièrement, en cas de panne sur un des câbles, on peut basculer sur deux autres options. Ce qui, à mon avis, est crucial pour les investisseurs.

Le pays fait face actuellement à une demande exponentielle en termes de capacité et de vitesse. Dans ce contexte, il faut être prêt pour accommoder les exigences des consommateurs, que ce soit pour les individus ou les entreprises.

Une nouvelle baisse ne serait pas la bienvenue selon vous ?

Qui réclame cette baisse ? Le secteur TIC-BPO ? Ou les concurrents de MT ? Pour moi, il s'agit de nos concurrents. Je suis en faveur de la création de la valeur pour les clients. Mais je suis strictement contre l'idée que d'autres opérateurs privés et profitables, tirent des bénéfices des investissements de MT ou du gouvernement, alors qu'il n'y a aucune prise de risque de leur part.

Maurice: un tremplin pour les start-up

05/01/2016



Plusieurs acteurs du secteur de la TCI ont participé à un débat dans les locaux de La Sentinelle Ltd, lundi 4 janvier, débat coanimé par Ruth Rajaysur de La Sentinelle, et Subramanian Moonesamy de l'association Mauritius Internet Users.

C'est un vent nouveau qui souffle sur les start-up mauriciennes. Notamment avec la création de *La Plage Factory Incubator and Accelerator* et la mise sur pied d'incubateurs pour petites et moyennes entreprises (PME). *La Sentinelle Ltd* a réuni des acteurs du secteur de la Technologie, de la Communication et de l'Innovation (TCI), pour un forum-débat autour de ce thème, le lundi 4 janvier. Parmi les invités : Sten Tamkivi, ancien cadre de *Skype* en Estonie, et Vivek Mathur, *Chief Executive Officer* de *The Cloud Factory EMEA*.

Qu'est-ce qu'une start-up ? Le terme étant souvent mal interprété, les intervenants l'ont tout d'abord défini comme étant plus qu'une simple entreprise en devenir. Il s'agit avant tout d'un groupe de personnes qui décident de mettre sur pied une nouvelle idée.

Il y a cependant une distinction entre les start-up et les PME. «*Les start-up ont un élément de risque plus élevé car elles sont à leurs balbutiements*», a expliqué l'un des invités, Ish Sookun, *Linux System Administrator* de *La Sentinelle Ltd*. Les start-up ont aussi une visée nationale et mondiale, selon les intervenants. «*Les start-up ont bien souvent un côté naïf dans le sens où elles veulent avant tout créer quelque chose pour changer la société et le monde*», a avancé Sten

Tamkivi qui a été conseiller du président de l'Estonie et a créé sa première entreprise à 18 ans.

Skype outil incontournable

L'exemple de *Skype* reste sur toutes les lèvres car la petite start-up estonienne, qui a créé l'outil de vidéoconférence et de messagerie instantanée, a été rachetée par la firme du Redmond, aux États-Unis; *Microsoft*. *Skype* est aujourd'hui un outil incontournable sur les terminaux et ordinateurs.

La plupart du temps, ce sont les membres de la famille qui viennent prêter main-forte aux entrepreneurs derrière les startup au début. Les organismes de financement viennent dans un second temps, a souligné l'ancien cadre de *Skype*.

Maurice peut-elle devenir un tremplin pour les start-up malgré sa taille et sa position géographique ? Sten Tamkivi est catégorique : la superficie du pays est loin d'être un désavantage. «*Il est plus facile de changer les lois et de mettre sur pied de nouvelles idées dans un pays de petite taille*», a-t-il avancé.

En prenant exemple sur l'Estonie, connu comme le hub informatique le plus connu au niveau mondial, il a parlé des perspectives de développement des start-up à Maurice. Il estime qu'il y a toutefois de nombreux défis à relever.

Les difficultés

Le manque de financement, de visibilité et de marketing serait aussi un problème récurrent pour les start-up. À cela, il faut ajouter les contraintes technologiques qui les empêchent de se développer. C'est ce qu'a fait comprendre Ish Sookun. «*Tout ce que je veux entreprendre doit être fait à l'étranger*» en raison de la connectivité locale limitée, a-t-il souligné.

Donald Lim Fat, *Manager d'Information Management Services Ltd*, qui était également sur le plateau, a, lui, fait ressortir que l'esprit entrepreneurial n'est pas bien ancré dans la culture locale. «*Les étudiants veulent, pour la plupart, devenir comptable, médecin ou encore avocat.*»

Mais pour Denis Lacour d'*Esokia Web Agency Ltd*, autre intervenant, il y a une prise de conscience relevée depuis ces dernières années au niveau des autorités. Cela devrait encourager les entrepreneurs. S'il juge que la structure d'Ebène Accelerator ne fournissait pas d'encadrement professionnel, il estime, en revanche, que La Plage permettra aux startup de se développer. Plusieurs compagnies pilotent le projet La Plage car, dit-

il, *«une start-up aura rapidement besoin de financement pour décoller»* ainsi que de tout un *«écosystème»*.

De son côté, Suraj Ramgoolam, Project Manager au ministère de la TCI, affirme que La Plage sera le lieu où écloront de nouvelles idées d'entreprises ou de services. Et d'ajouter que *l'Open Data* sera d'actualité cette année. En effet, l'État mettra à la disposition des parties prenantes des données, qui étaient auparavant classifiées, pour la création d'applications et de sites Web, entre autres.

Les ambitions sont grandes en ce qui concerne Maurice. Avec l'encadrement des start-up par la nouvelle équipe de La Plage et la mise en place de concours pour soutenir ces entreprises innovantes et des hubs privés pour les accueillir, Maurice pourrait devenir le prochain pays à créer un produit ou un service qui sera utilisé à l'échelle planétaire.

Sten Tamkivi: *«Promouvoir l'interdisciplinarité»*

Interrogé quant au rôle du système éducatif pour inculquer la culture entrepreneuriale, Sten Tamkivi est d'avis qu'il faudrait s'y prendre dès le plus jeune âge. *«Il ne faudrait pas attendre l'université pour inciter les jeunes à créer leurs startup»*. Et d'ajouter qu'une *«approche interdisciplinaire»* est nécessaire de nos jours. Cela, parce que *«les entrepreneurs sont amenés à travailler avec des gens de tous bords professionnels au cours de [leurs] opérations»*.

<http://www.lexpress.mu/article/273809/maurice-un-tremplin-pour-start>



08/01/2016



Madagascar : Un bilan plus alarmant sur l'épidémie de peste

07/01/2015



Des amoncellements d'ordures de part et d'autre sont loin d'améliorer la situation à Madagascar : la population des rats s'y multiplie à grande vitesse.

Soixante-trois malades décédés. C'est le nombre des victimes de la peste enregistré depuis le mois d'août 2015. Sur 174 cas constatés, 63 étaient mortels. Un bilan plus alarmant que ce que nous avons récemment rapporté sur la base des chiffres officiellement communiqués depuis août. Selon le Dr Maherisoa Randriatsitorahina, directeur de la Direction de la veille et de surveillance épidémiologie (DVSSE), Tsiroanomandidy était le district le plus touché. Amparafaravola et Moramanga ont également payé un lourd tribut avec respectivement douze et huit morts, selon les rapports rendus publics.

Ce même médecin a toutefois confirmé que *«par rapport à l'année précédente, le nombre de cas mortels enregistrés a diminué, même si le chiffre reste important»*. L'année dernière, la peste a tué 79 malades sur 335 enregistrés. Et le danger n'est pas encore écarté. La fin de la saison pesteuse correspond à celle de la période pluvieuse...La peste est une maladie infectieuse et très dangereuse. *«Au moindre symptôme suspect comme la fièvre ou l'apparition de ganglions, il ne faut pas hésiter à consulter un médecin»*, encourage le Dr Maherisoa Ratsitorahina. *«Tous les traitements sont à la charge du ministère de la Santé en partenariat avec des organismes internationaux»*, poursuit-il.

Assainissement

La dégradation de l'environnement est l'un des facteurs qui provoquent la propagation de la peste. «Les hommes abattent la forêt, sans parler de la pratique des feux de brousse. Les rats infectés se sentent menacés et se déplacent en ville en peuplant les ordures », confirme le directeur de la DVSSE.

«Il faut renforcer l'assainissement de la ville, c'est l'un des moyens qui garantit le succès de la lutte contre la maladie», conclut Bruno Marcellin Randrema, responsable de la communication au sein du ministère de la Santé.

<http://www.lexpress.mu/article/273930/madagascar-un-bilan-plus-alarmant-sur-lepidemie-pest>

Page 26 Saturday, January 2, 2016 / The Standard

SmartHarvest

NEW TECHNOLOGY

Hopeful fishermen look to 'magic' gadget to fish in deep sea

By GARDY CHACHA

Climate change and wrong fishing practices at the coast have led to reduced success for local fishermen who rely on fish for food and income. Efforts to turn the tide against the dwindling fortunes of the fish-dependent residents of Kwale have been boosted by introduction of Fish Aggregating Devices (FADs).

Fads are objects used in the sea to attract fish and whose use was documented as early as the 17th century. This is good news for fishermen like Hussein Mwabori who depend on fishing.

Mwabori, from Msambweni in Kwale County, says they depend on the ocean for food, shelter and livelihood. Dwindling fish stock can only add onto the poverty locals are already grappling with.

"Sea fish has been part of our lives in Kwale. It is our food and source of livelihood. The ocean is our 'farm' and we are worried that pretty soon it will be difficult to venture into the waters and come home with a catch," he says.

For those decades, Mwabori 55

and methods. Beach seines, spear hi-mahi (dolphin fish). They consist of buoys or floats tethered to the ocean floor with concrete blocks.

TOP: Patrick Kimani, Smartfish project regional officer, sorts out FADs before they are deployed to sea at Mwaape fish landing site in Msambweni. RIGHT: A fisherman in Msambweni displays his whole day's catch. (GARDY CHACHA/STANDARD)

For three decades, Mwaboni, 55, and a father of five, has been fishing in a five-kilometre stretch along the ocean - running from Mwaape beach towards Lunga-Lunga at the Kenya-Tanzania border.

Steady destruction

It is clear though that the catch for individual fishers is declining fast, forcing many to abandon their traditional ways of fending for other income opportunities.

"The number of fish in the ocean has been going down for the last few decades. Ten years ago, I would catch between 70 and 100 kilogrammes of fish. Now I am lucky to catch three. This morning, I only managed an octopus weighing half a kilo. This will go to the family table," Mwaboni says.

His fear is confirmed by records from the Ministry of Agriculture, Livestock and Fisheries. The Principal Fisheries Officer in Mombasa, John Wanyoike, cites exploitation of ocean resources "by a few" and changing weather patterns.

"Not only has fish catch per fisherman been decreasing alarmingly, we have also discovered that coral reefs - which serve as fish habitat - have experienced steady destruction in the last three decades," Wanyoike told Smart Harvest at Msambweni.

It is a bleak prospect considering that marine fishing offers direct and indirect employment for nearly 50,000 residents.

He points out that destruction of fish population is also attributable to illegal fishing, which, in many occasions, "involves gears that are detrimental to fish thriving."

"An obvious example of environment distortion is through the use of destructive and illegal fishing gears

the marine environment by disrupting food chains and removing critical habitats where fish thrive," says Pascal Foya, an official of Kenya Marine and Fisheries Research Institute (KMFRI).

Artisanal fishermen, like Mwaboni, use traditional gears and vessels and are largely confined at lagoons - away from interior ocean waters where coral is found.

"Unlike in the 1990s, fishermen are struggling to catch as little as five kilograms of fish after a day's outing," Wanyoike laments. "Man has continued to distort the marine environment. The fishery will crash sooner than many think if corrective measures are not taken."

If this happens, not only will fishers lose their income but coastal residents will be deprived of their single most important source of protein.

Fishermen like Mwaboni are hoping the situation will be reversed with the installation of Fads, a project being carried out by the government in partnership with Coastal and Marine Resource Development (Comred) with funding from the EU.

Optimum fishing is expected to enhance the quality of the fishermen's catch and in the process inspire them to avoid catching young fish; a habit experts worry will threaten biodiversity and species survival.

The project, funded by EU through IOC-Smartfish, is under implementation by a Mombasa-based institution.

According to Nyaga Kamunge, the project coordinator, "the use of FADs is considered a practical solution that matches both specialisation and needs of local fishermen."

"These are a man-made objects used to attract ocean going pelagic fish such as marlin, tuna and ma-

concrete blocks. More than 300 species of fish can gather around them.

FADs enable fishermen to visit the same zone every time," Nyaga offered.

A recent study conducted in Solomon Islands showed that FADs increased catches by 30 per cent in Mauritius, Madagascar, Indonesia and Papua islands.

Anand Venkatasami is a fisheries specialist with the Indian Ocean commission. He says FADs have yielded 30 to 40 kilogrammes of fish per day in the Caribbean islands.

Pilot project

The project will introduce five bamboo made FADs into the sea off the coast of Msambweni. The pilot FADs will be under the custody of Beach Management Units, the lowest level of fisheries management comprising of fishermen from the communities involved.

"Young people eke a living from fishing. We hope that these objects help us in our ambitions," comments Abdalla Ngazi, a middle-aged man who also depends on fishing.

As authorities tackle the issue of destructive fishing and illegal gears, a long term solution has been to increase fishing capacity by providing fishermen with larger deep-sea fleets.

However, this intervention is yet to register success largely because artisanal fishers are reluctant to venture into new areas.



<http://www.standardmedia.co.ke/business/article/2000186831/hopeful-fishermen-look-to-magic-gadget-to-fish-in-deep-sea>

Sécurité alimentaire



Vers un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Indianocéanie

Le 11 janvier, une réunion d'information sur le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle aura lieu à Madagascar. Elle permettra d'évoquer certaines questions qui seront abordées lors du prochain Conseil de la COI qui se tiendra en février, à La Réunion.

La Commission de l'océan Indien organise le 11 janvier, à Antananarivo, une réunion d'information sur le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle (COI-PRESAN).

Ce programme, auquel participera étroitement l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), sera proposé à l'Union européenne pour financement du 11ème Fonds européen de développement (FED).

La réunion du 11 janvier sera l'occasion de discuter des objectifs et des moyens nécessaires à la mise en œuvre du programme COI-PRESAN avec les représentants des ministères de l'Agriculture des pays membres de la COI et de la FAO. Elle permettra également aux Etats membres d'aborder dans les meilleures conditions l'examen de cette question lors du prochain Conseil de la COI qui se tiendra en février à La Réunion.

La COI prévoit d'installer dans la capitale malgache une « Unité régionale de sécurité alimentaire et nutritionnelle » (Unité COI-PRESAN) chargée de coordonner les activités du programme avec l'appui technique et logistique de la FAO. Cette Unité de coordination aura également pour tâche de faire le lien et d'éviter les duplications avec les initiatives d'autres bailleurs en matière agro-alimentaire dans la Grande Ile.

Depuis 2012, la COI conduit une réflexion stratégique autour de l'enjeu de la sécurité alimentaire et nutritionnelle régionale. Cette réflexion, menée avec des partenaires dont la FAO, le Fonds international pour le développement de l'agriculture (FIDA), le Centre de coopération

internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et l'Union européenne, s'est précisée lors de la Conférence de Mahajanga de mars 2013 puis à l'occasion de la Conférence des bailleurs pour la sécurité alimentaire de février 2015 à Antananarivo. L'objectif de la COI est de faire de Madagascar le « grenier de l'Indianocéanie ».

En parallèle du projet COI-PRESAN, la COI a proposé pour co-financement sous le 11ème FED la réhabilitation de routes de désenclavement des régions agricoles vers les ports de Diego Suarez au nord de Madagascar et de Fort-Dauphin au sud.

http://www.zinfos974.com/Vers-un-programme-de-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-en-Indianoceanie_a96234.html



Vers un programme de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Indianocéanie

Le 11 janvier, une réunion d'information sur le programme régional de sécurité alimentaire et nutritionnelle aura lieu à Madagascar. Elle permettra d'évoquer certaines questions qui seront abordées lors du prochain Conseil de la COI qui se tiendra en février, à La Réunion...

<http://www.domtomactu.com/2016/01/08/vers-un-programme-de-securite-alimentaire-et-nutritionnelle-en-indianoceanie/>

Environnement Marin

rfi AFRIQUE

Maurice: disparition d'un navire transportant des déchets toxiques

07/01/2016



Selon les autorités portuaires de Maurice, l'Horizon Trader a fait escale début décembre à Port-Louis, la capitale de l'île.

Le mystère plane autour du navire qu'une ONG américaine soupçonne d'avoir vidé sa cargaison toxique, voire radioactive, dans l'océan Indien. Des informations contradictoires sur l'Horizon Trader, un navire battant pavillon américain, circulent dans les journaux mauriciens et indiens.

Selon les autorités portuaires de Maurice, l'Horizon Trader a fait escale début décembre à Port-Louis. Battant pavillon américain, ce porte-

conteneur, hors service après 42 ans, faisait son dernier voyage pour être démantelé en Inde. Il était tiré par le remorqueur Miss Gaunt.

L'Horizon Trader contient de l'amiante et probablement d'autres substances toxiques, ce qui explique l'intérêt que lui porte l'ONG américaine, Basel Action Network, qui combat l'exportation de déchets toxiques. L'ONG avait exigé de la société américaine Matson, propriétaire du navire, que l'Horizon Trader soit démonté au Texas. Mais contre toute attente, le navire a mis le cap, le mois dernier, sur le chantier d'Alang, en Inde.

Soupçons

Entre-temps, selon le quotidien indien, *The Hindu*, le bâtiment aurait disparu des écrans radars. D'où les soupçons de déversement de produits toxiques.

Pour l'heure, aucune autorité locale ne s'est prononcée ouvertement sur ces soupçons. Interrogée, la **commission de l'océan Indien** dit rechercher des informations sur le navire qui aux dernières nouvelles est bel et bien arrivé à Alang.

<http://www.rfi.fr/afrique/20160107-maurice-disparition-navire-transportant-dechets-toxiques>